

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GATS/SC/6/Suppl.3

11 avril 1997

(97-1470)

Commerce des services

Original: anglais

AUSTRALIE

Liste d'engagements spécifiques

Supplément 3

(Seul le texte anglais fait foi)

Le texte ci-joint complète la section relative aux services de télécommunication figurant aux pages 26 à 28 du document GATS/SC/6.

AUSTRALIE - LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
2. SERVICES DE COMMUNICATION				
C. <u>Services de télécommunication</u>				
Il s'agit des sous-secteurs ci-après de la Classification sectorielle des services, correspondant aux numéros 7521, 7522, 7523, 7529** de la CPC				
a) Services de téléphonie vocale	1) Néant	1) Néant	Le document de référence ci-joint concernant les principes réglementaires est incorporé en tant que texte énonçant les engagements additionnels de l'Australie.	
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets	2) Néant	2) Néant		
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits	3) Fourniture primaire de services par satellite limitée à deux fournisseurs de services (exploitants généraux titulaires d'une licence) jusqu'au 30 juin 1997	3) Néant		
d) Services de télex	Fourniture primaire de services publics mobiles cellulaires de télécommunication limitée à trois fournisseurs de services (exploitants de services mobiles titulaires d'une licence) jusqu'au 30 juin 1997			
e) Services de télégraphe				

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>f) Services de télécopie</p> <p>g) Services de circuits loués privés</p> <p>o) <u>Autres services</u></p> <p>Services cellulaires numériques</p> <p>Services de radiorecherche</p> <p>Services de communications personnelles</p> <p>Services de radiocommunication à ressources partagées</p> <p>Services mobiles pour données</p> <p>Le secteur des télécommunications de base ne comprend pas les services visés par la Loi de 1992 sur les services de diffusion</p>	<p>Le gouvernement a présenté un projet de loi prévoyant la non-limitation du nombre de licences d'exploitant de services de télécommunication de base à partir du 1er juillet 1997 et la non-limitation de la participation étrangère au capital dans ce secteur pour les nouveaux exploitants. L'Australie sera liée par le résultat de cette procédure parlementaire pour ce qui est du nombre de licences d'exploitant et des conditions en matière de participation étrangère au capital dont seront assorties les nouvelles licences d'exploitant. Les nouvelles licences d'exploitant seront détenues uniquement par des organismes publics ou sociétés constituées en droit australien.</p> <p>Le premier exploitant général titulaire d'une licence, Telstra, appartient à l'Etat. Le texte législatif autorisant la vente d'un tiers de la part du capital de Telstra détenue par l'Etat entrera en vigueur le 1er mai 1997. La participation étrangère sera limitée à 35 pour cent de ce tiers (soit environ 11,7 pour cent du capital total), la participation des particuliers ou des groupements d'investisseurs ne pouvant excéder 5 pour cent de ce tiers (soit environ 1,7 pour cent du capital total).</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>Le pourcentage total de participation étrangère au capital d'Optus (titulaire d'une licence d'exploitant général et d'exploitant de services mobiles) n'est pas limité. Toutefois, compte tenu des prescriptions en matière d'investissement étranger applicables dans le cas d'Optus, la part du capital pouvant être détenue par un actionnaire étranger est soumise à certaines limites. La participation australienne au capital de Vodafone (titulaire d'une licence d'exploitant de services mobiles) doit être majoritaire. Il sera fait en sorte que ces arrangements restent en vigueur après le 30 juin 1997.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>Le Président et les administrateurs d'Optus, mis à part les administrateurs (qui doivent être minoritaires) désignés par les deux principaux investisseurs étrangers actuels, doivent être des ressortissants australiens.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>		

DOCUMENT DE REFERENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer¹

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées²;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts³ qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

¹Dans le cadre du régime d'interconnexion applicable en Australie à partir du 1er juillet 1997 (sous réserve de l'adoption des textes législatifs nécessaires par le Parlement) l'accès sera assuré suivant des modalités et à des conditions qui seront équitables et raisonnables pour toutes les parties et qui n'établiront pas de discrimination inéquitable entre les utilisateurs. Les droits d'accès seront garantis par la loi et les modalités et conditions d'accès seront pour l'essentiel définies par voie de négociation commerciale ou par référence aux engagements pris en la matière par les fournisseurs d'accès, éventuellement sur la base d'un code de pratique pour le secteur. Tout code de pratique et l'engagement de chaque fournisseur d'accès devront être approuvés par l'organe réglementaire indépendant.

²La non-discrimination s'entend d'un traitement appliqué sur la base de la nation la plus favorisée et du traitement national. Sur le marché australien, qui est entièrement ouvert à la concurrence, le tarif d'interconnexion est déterminé par voie de négociation. Les deux parties aux négociations peuvent recourir à un organe d'arbitrage indépendant qui statue sur la base de critères transparents afin de faire en sorte que les tarifs soient équitables et raisonnables en l'occurrence.

³L'organe d'arbitrage indépendant peut régler tout différend sur la question de savoir quels coûts sont à prendre en compte lors de la fixation des tarifs (voir la note 2 ci-dessus).

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.